

Nucléaire : le combat de coqs de trois entreprises de service public : le long feuilleton de l'hypocrisie de la politique énergétique qui n'est en définitive qu'une histoire de gros sous

Autor(en): **Delley, Jean-Daniel**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(2009)**

Heft 1831

PDF erstellt am: **12.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1013918>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

mais autogéré par la profession. Il faudra aussi, et ce n'est pas le moindre défi, s'entendre sur les prix négociés par contrat. En commentant la création de l'Interprofession, le président de l'Association de

l'industrie laitière rappelle que le prix du lait devra se rapprocher du niveau de celui de l'Union européenne. Tout reste donc à faire. Mais la guerre ouverte fait place à la négociation dans un cadre

institutionnel précis. Paysans et industriels disposent d'un nombre égal de représentants et chaque décision exigera une majorité qualifiée de chaque groupe. Bref, une solution «à la suisse».

Nucléaire: le combat de coqs de trois entreprises de service public

Le long feuilleton de l'hypocrisie de la politique énergétique qui n'est en définitive qu'une histoire de gros sous

Jean-Daniel Delley (6 juillet 2009)

La bisbille perdue entre les trois grands de l'électricité en Suisse. Chacun d'eux a déposé une requête pour la construction d'une nouvelle centrale nucléaire: à Gösgen pour Alpiq, enfant de la fusion entre EOS et ATEL (juin 2008); à Mühleberg pour les Forces motrices bernoises (FMB), en partenariat avec Axpo ainsi qu'à Beznau pour Axpo, en partenariat avec FMB (décembre 2008)

Or les requérants reconnaissent eux-mêmes que deux, voir une seule centrale suffirait à l'approvisionnement électrique du pays. Mais aucun ne veut renoncer, ce qui va allonger la procédure de plusieurs mois. Dans le meilleur des cas, une éventuelle nouvelle centrale nucléaire ne pourra entrer en

fonction avant 2025-2030.

Selon les électriciens, la pénurie proche nous impose la construction rapide de nouvelles centrales. Pourtant, dans les faits, ils montrent peu d'empressement à se mettre d'accord pour faire démarrer un projet. C'est que le véritable enjeu n'est pas, comme évoqué, la sécurité de l'approvisionnement électrique du pays. Les trois sociétés, actives dans toute l'Europe, cherchent à élargir leur base de production pour dominer le marché helvétique. Dans ce conflit, les FMB devraient logiquement jeter l'éponge à Mühleberg, puisqu'elles sont déjà engagées à Beznau. Mais les Bernois se retrouveraient alors en queue de peloton.

Ces sociétés, détenues

majoritairement par les collectivités publiques, jouent donc un jeu de puissance sans grand rapport avec des missions de services publics. Leur expansion constitue leur objectif prioritaire et la couleur verte dont elles se parent à l'occasion (installations pilotes d'énergies renouvelables notamment) ne doit pas faire illusion. Pour preuve les milliards qu'elles sont prêtes à investir dans le nucléaire pour affermir leur pouvoir, des sommes qui font cruellement défaut aujourd'hui à la promotion des énergies renouvelables. Dans ce contexte, on comprend mieux la frilosité des autorités publiques à l'égard d'un véritable «green deal» (DP 1829).